

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Chartres, le 12 janvier 2012

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

Nos réf. : 149/RAAPC/IC11484

Affaire suivie par :

Tél. : 02 37 20 50 50 – Fax : 02 37 20 40 74

Courriel : ut28.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

Vérifié par :

PJ : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

00014920120112SYN

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir**

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

MISE EN CONFORMITE AVEC :

- L'ARRETE MINISTERIEL DU 03 AOUT 2010 MODIFIANT L'ARRETE DU 20 SEPTEMBRE 2002

RELATIF AUX INSTALLATIONS D'INCINERATION DE DECHETS NON DANGEREUX ;

- L'ARRETE MINISTERIEL DU 18 NOVEMBRE 2011

RELATIF AU RECYCLAGE EN TECHNIQUE ROUTIERE DES MACHEFERS D'INCINERATION DE DECHETS NON DANGEREUX.

SOCIETE ORISANE

ICPE N° 149

COMMUNE DE MAINVILLIERS

1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1. Description de l'établissement et historique administratif

L'entreprise ORISANE exploite une usine d'incinération de déchets ménagers et assimilés située à « la Mare Corbonne » - route de Verneuil sur la commune de Mainvilliers.

Ces installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°3690 du 28 novembre 1996 modifié par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 mars 2002 autorisant à recevoir des déchets en période nocturne ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 mai 2004 imposant la mise en conformité de l'installation d'incinération de déchets ménagers et assimilés en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 ;

1.2. Présentation de la demande

L'exploitant a transmis deux dossiers :

- par courrier du 22 octobre 2010, un dossier de demande de bénéfice de l'antériorité au regard des modifications apportées à la nomenclature des installations classées par décret du 13 avril 2010 ;
- par courrier du 09 novembre 2011, un dossier de demande de modification de la consommation annuelle d'eau de forage en application de l'article R. 512-33 du Code de l'environnement.

Deux arrêtés ministériels entraînent la nécessité d'actualiser l'arrêté préfectoral réglementant l'usine d'incinération :

- l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux a été modifié par arrêté ministériel du 03 août 2010 ;
- l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux a remplacé les dispositions de la circulaire du 9 mai 1994 relative à l'élimination des mâchefers d'incinération de résidus urbains.

Le présent rapport porte sur ces 4 sujets.

2. MODIFICATIONS DU CLASSEMENT SUIVANT LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

2.1. Modification de la nomenclature déchets

Le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 a modifié la nomenclature des activités classées relatives aux déchets (approche par nature de déchets et par type d'activité, création de seuils avec régime déclaratif bénéficiant notamment aux filières de valorisation matière).

Le tableau de classement figurant à l'article 2 du projet d'arrêté complémentaire actualise le classement des activités de l'établissement, notamment la rubrique 2771 « Installation de traitement thermique de déchets non dangereux ».

2.2. Modifications de l'installation

La société ORISANE a indiqué par courrier du 09 novembre 2011 souhaiter adapter la consommation d'eau de forage indiquée dans son arrêté préfectoral d'autorisation à sa réelle consommation. La consommation autorisée à l'article 11.1. A de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 mai 2004 est de 20 000 m³/an.

L'exploitant a souligné lors de plusieurs visites d'inspection des installations classées (notamment le 31 août 2011) que lors de la construction de l'usine, la consommation d'eau de forage était estimée à 40 000 m³/an.

De plus, l'exploitant rappelle dans son courrier que cette demande est liée au fait que depuis plusieurs années, le seuil fixé de 20 000 m³/an n'est pas respecté. Les consommations de prélèvement d'eau de forage dans la nappe des dernières années sont les suivantes :

- consommation en 2009 = 21 500 m³/an ;
- consommation en 2010 = 22 200 m³/an ;

Ce débit est lié aux conditions pluviométriques, l'exploitant utilisant les eaux pluviales dans le procédé de dépollution des effluents gazeux.

Dans le cadre de ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire – article 3, le prélèvement annuel moyen autorisé est de 25 000 m³ /an.

Du fait des travaux de dénitrification réalisés en 2009, 3 nouveaux compresseurs (puissance unitaire 37kW) ont été installés. Afin de régulariser cette situation et suite à la demande de l'exploitant reçue par e-mail le 10 janvier 2012, le volume autorisé pour la rubrique 2920 « installation de réfrigération ou compression » est de 171 kW au lieu de 60 kW précédemment. L'installation reste non classée pour cette rubrique.

3. MODIFICATIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 20 SEPTEMBRE 2002

Ces modifications concernent principalement :

- L'obligation de mettre en place une mesure en semi-continu des dioxines et furannes à compter du 01^{er} juillet 2014 ;
- L'obligation de mettre en place une mesure en continu de l'ammoniac (déjà présente sur le site) ;
- L'obligation de fixer dans les arrêtés préfectoraux des installations les valeurs limites à l'émission sur les flux polluants dans les rejets gazeux,
- L'obligation de mesurer la performance énergétique de l'incinérateur.

Conformément à la note d'instruction du 28 février 2011 établie par la Direction générale de la prévention des risques, le calcul des flux maximaux journaliers a été effectué en tenant compte des résultats des mesures d'autosurveillance et des contrôles semestriels des rejets des 5 dernières années, majorés des intervalles de confiance définis par l'arrêté ministériel du 20/09/2002. Les flux sont inférieurs ou égaux aux flux déterminés par le produit de la concentration maximale autorisée avec le débit maximal de fumées (débit de dimensionnement du traitement des fumées). Ils sont inférieurs aux hypothèses de flux retenus dans l'étude d'impact du site.

Le projet d'arrêté prend en compte l'ensemble de ces modifications. Les échéances correspondant à l'application de l'arrêté du 03 août 2010 sont prescrites à l'article 11 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

4. MODIFICATIONS DE LA CIRCULAIRE DU 09 MAI 1994 RELATIVE A L'ELIMINATION DES MACHEFERS D'INCINERATION DE RESIDUS URBAINS

Les mâchefers sont des résidus non dangereux provenant de l'extraction des matières solides en sortie du four d'incinération. Certains sont valorisables, d'autres doivent être stockés en installation de stockage de déchets non dangereux.

Précédemment, la valorisation des mâchefers était régie par les dispositions de la circulaire du 9 mai 1994 relative à l'élimination des mâchefers d'incinération de résidus urbains. Cette circulaire définissait trois catégories de mâchefers, ces catégories étant déterminées sur la base des caractéristiques physiques et chimiques et du potentiel polluant :

- Mâchefers à faible fraction lixiviable dits de catégorie V (valorisable);
- Mâchefers intermédiaires, dits de catégorie M (maturable) ;
- Mâchefers à forte fraction lixiviable, dits de catégorie S (stockage).

L'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux a modifié les dispositions de la circulaire précitée. Cet arrêté fixe désormais les conditions techniques permettant de déterminer si les mâchefers peuvent ou non faire l'objet d'une valorisation en technique routière et énumèrent les paramètres à analyser pour le comportement à la lixiviation et pour la teneur intrinsèque en éléments polluants.

Le comparatif sur la définition d'un mâchefer valorisable entre les dispositions de la circulaire du 9 mai 1994 et celles de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 (pour un usage routier de type 1, valeurs sur fractions lixiviées – cf. article 17.5.I.a du projet d'arrêté) est effectué dans le tableau ci-dessous :

| Paramètre | Circulaire du 9 mai 1994 Valeur limite à respecter (en mg/kg de matière sèche) | Arrêté ministériel du 18 novembre 2011 Valeur limite à respecter (en mg/kg de matière sèche) |
|--------------|--|--|
| Arsenic | 2 | 0,6 |
| Baryum | - | 56 |
| Cadmium | 1 | 0,05 |
| Chrome total | - | 2 |
| Cuivre | - | 50 |
| Mercure | 0,2 | 0,01 |

| Paramètre | Circulaire du 9 mai 1994 Valeur limite à respecter (en mg/kg de matière sèche) | Arrêté ministériel du 18 novembre 2011 Valeur limite à respecter (en mg/kg de matière sèche) |
|------------------|---|---|
| Molybdène | - | 5,6 |
| Nickel | - | 0,5 |
| Plomb | 10 | 1,6 |
| Antimoine | - | 0,7 |
| Sélénium | - | 0,1 |
| Zinc | - | 50 |
| Fluorure | - | 60 |
| Chlorure | - | 10 000 |
| Sulfate | 10 000 | 10 000 |
| Fraction soluble | - | 20 000 |

Par ailleurs, l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 impose la réalisation d'analyses sur les paramètres suivants (appelées teneur intrinsèque en éléments polluants) :

- BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes) ;
- PCB (polychlorobiphényles) – (7 congénères) ;
- Hydrocarbures (C10 à C40) ;
- Hydrocarbures aromatiques polycycliques
- Dioxines et furannes.

Un mâchefer est considéré comme pouvant être recyclé au sein d'ouvrages routiers au regard de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 si, pour l'ensemble des paramètres précités, les valeurs associées au lot trimestriel, représentatives du comportement à la lixiviation ou la teneur intrinsèque en éléments polluants, ne dépassent pas les valeurs limites reprises aux articles 17.5.I.b et 17.5.I.c du projet d'arrêté joint en annexe du présent rapport.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire prend en compte l'ensemble de ces modifications.

Les échéances correspondant à l'application de l'arrêté du 18 novembre 2011 sont prescrites à l'article 11 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Considérant ce qui précède, l'inspection des installations classées propose au préfet d'Eure-et-Loir de notifier le projet d'arrêté ci-joint à la société ORISANE.

Conformément à l'article R. 512-31 du Code de l'environnement, le projet d'arrêté doit être préalablement soumis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques auquel il est proposé de remettre un avis favorable.

--==--

L'ingénieur de l'industrie et des mines,

Vu et transmis avec avis conforme,
Pour le directeur,
Le chef du Service Environnement Industriel et Risques